

Communiqué

EDF : une privatisation contre les usagers

Les « hésitations » du gouvernement Villepin sur l'opportunité de l'ouverture du capital d'EDF n'auront duré que le temps de la lutte des salariés de la SNCM et de sa possible extension à d'autres entreprises du Service Public. Ayant « réglé » ce problème le gouvernement peut maintenant annoncer l'ouverture du capital.

Les dénégations du gouvernement concernant cette ouverture du capital disent parfaitement l'avenir. Si l'on veut bien se pencher sur l'histoire des récentes privatisations dans notre pays on verra que les armoires des agences de presse sont pleines des déclarations gouvernementales rassurantes sur le niveau « raisonnable » d'ouverture du capital. Ces gouvernements ont toujours procédé par étapes, le plus important étant la première.

Les privatisations et l'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie ont eu des résultats désastreux dans d'autres pays : augmentation massive des prix pour les petits usagers, dégradation du service public, diminution des investissements dans l'entretien et la maintenance des réseaux, absence de préparation du futur.

Si l'on considère les résultats de l'entreprise - cash flow opérationnel de 6,5 milliards d'euros en progression de 13% : comptes semestriel-, EDF a les moyens financiers lui permettant d'assurer un projet industriel répondant à sa mission de service public. En revanche la politique de dilapidation de milliards d'euros dans la période précédente qui se prolonge aujourd'hui par le dossier Edison montre la capacité de destruction mise en œuvre pour tenter de fragiliser EDF afin de la privatiser. Ces milliards seraient aujourd'hui utiles pour l'entretien des réseaux, pour la recherche etc..

La raison impose d'arrêter les processus d'ouverture de marché et de privatisations. Mais nos dirigeants ne sont plus dans la raison, ils sont dans l'acharnement idéologique. Les conséquences seront désastreuses pour l'utilisateur, pour l'avenir, pour les salariés. Ce n'est ni « l'actionnariat salarié », ni plus largement l'actionnariat populaire qui est de nature à mettre quelques nuances dans cette analyse. Pour les salariés, la mise en bourse d'EDF signifie une coupe sombre dans la masse salariale, dans les effectifs, dans les droits sociaux, la direction prévoyant la suppression de 25 000 postes pour les trois années à venir.. Les salariés ont tout à perdre par ce marché de dupes qu'est l'actionnariat.

L'Union syndicale Solidaires et sa fédération SUD Energie réaffirment leur opposition absolue à l'ouverture du capital d'EDF et à l'actionnariat salarié. Les fédérations syndicales doivent dans l'unité s'opposer à la décision gouvernementale et appeler le personnel à se mobiliser et à faire le lien avec le mouvement social de contestation des privatisations. Dans ce cadre, la manifestation nationale unitaire du 19 novembre prend une importance particulière.

Le 25 novembre 2005